

Maître d'ouvrage :

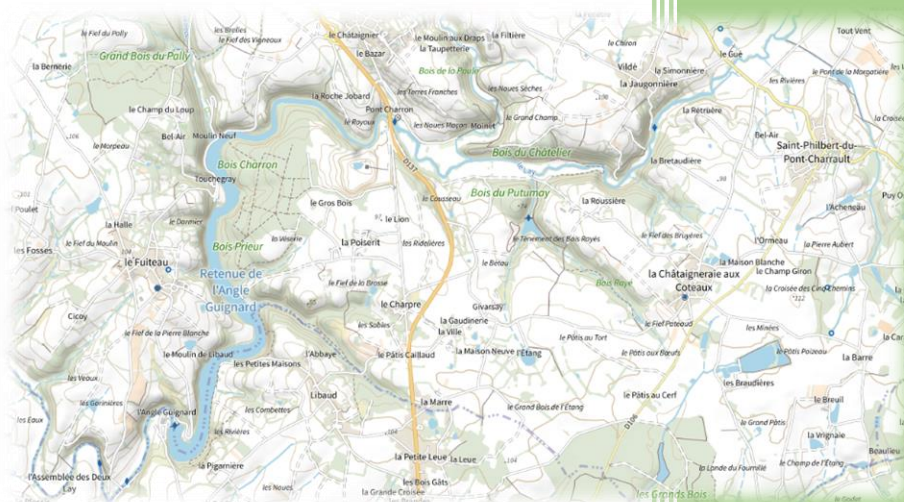
GAEC LES DECIDEURS

Siège d'exploitation :

12 Bis Les Fournils

85110 St Germain de Princay

Pré études technique et réglementaire PROJET DE RESERVE EN EAU



GAEC Les Décideurs
12 Bis Les Fournils
85110 St Germain de Princay

Table des matières

Identification de l'exploitation	3
2 Objet du dossier :	3
2.1 Le Projet.....	3
2.2 Motivation	3
2.3 Situation géographique	4
2.4 Contexte réglementaire	5
2.5 Caractéristiques du projet	6
2.6 Approche économique	7
2.7 Urbanisme	7
3 Contexte environnemental	8
3.1 Contexte et calcul de la ressource en eau.	8
3.1.1 Modalité de remplissage de la réserve et de l'utilisation.....	10
3.2 Situation géologique.....	11
3.3 Les secteurs d'intérêts écologique.....	11
3.3.1 Les ZNIEFF	11
3.3.2 Natura 2000.....	12
3.3.3 Schéma de cohérence écologique des Pays de la Loire	13
3.4 Les zones humide	14
3.5 Environnement proche.....	15
3.5.1 Habitation.....	15
3.5.2 Périmètre eau potable :.....	15
3.6 Servitudes	15
3.7 Zones de présomption archéologique.....	16
4 Le SDAGE et le SAGE.....	16
5. Conclusion	18

Identification de l'exploitation

GAEC Décideurs
12 Bis Les Fournils
85110 St Germain de Prinçay

Franck Minaud
06-03-01-38-37
minauddf@gmail.com

SAU : 490 ha
UTH :6

L'exploitation compte aujourd'hui un troupeau de 155 vaches laitières
Production végétale : 130 ha de maïs fourrage, 192 ha de céréales à paille (blé, triticales), 35 ha de prairies temporaires, 15 ha féveroles, 25 ha colza, 35 de tournesol, 15 de mogettes, 10 de chanvre, 10 ha de luzerne et 30 ha de ray grass italien.

2 Objet du dossier :

2.1 Le Projet

Le projet consiste d'agrandir une réserve d'eau d'un volume actuel de 45 000 m³ dans l'optique d'atteindre un volume de 90 000 m³. Le remplissage s'effectuera sur la période hivernale (1^{er} novembre au 31 Mars) et en prenant en compte les jours TSAR. Le remplissage de la retenue s'effectuera par collecte des eaux du bassin versant gravitaire. Un point de pompage dans le Petit Lay assurera le bon remplissage de la retenue.

Le projet se situe au lieu-dit Frasnay à Chantonay.

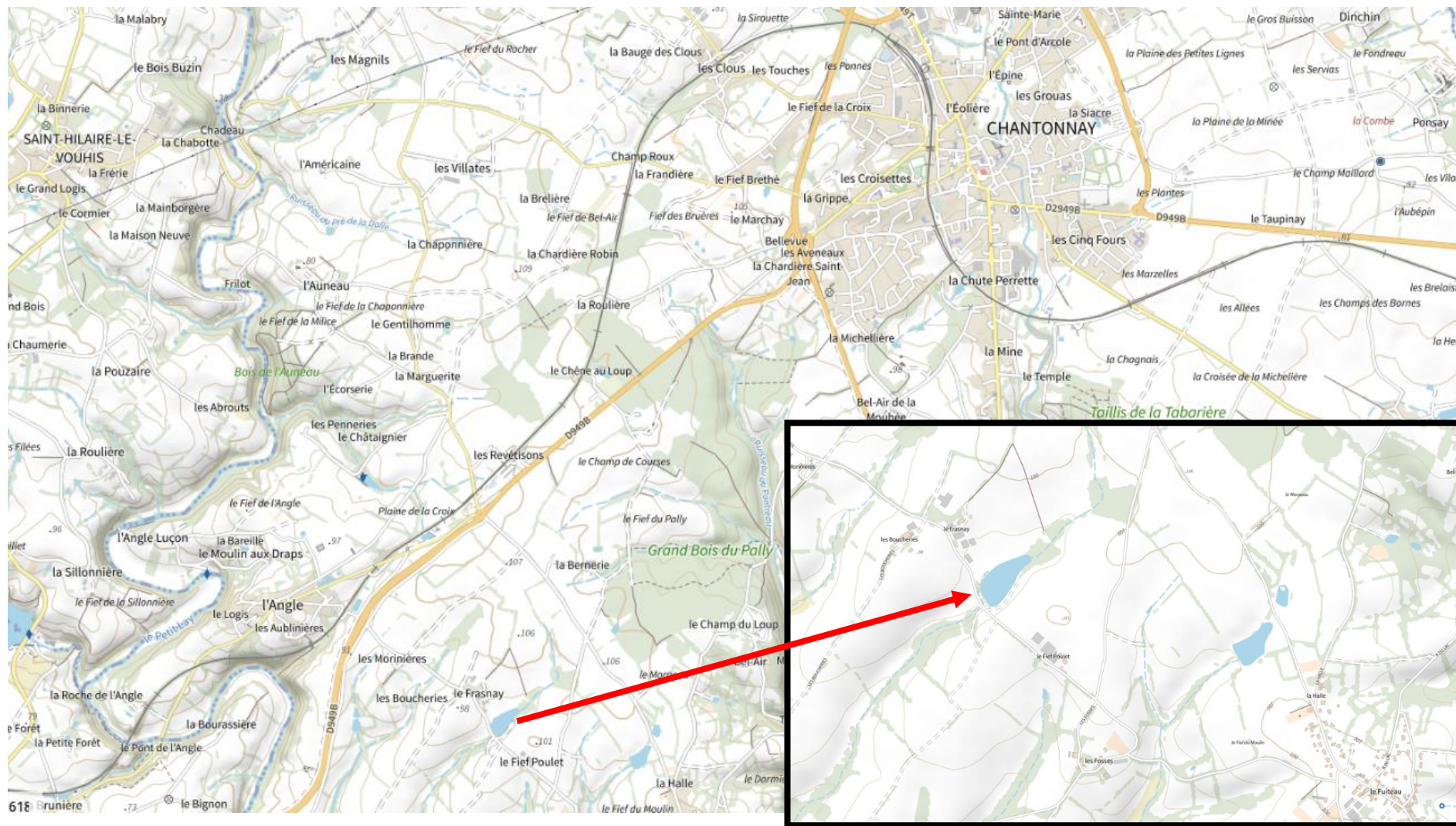
2.2 Motivation

L'exploitation en polyculture élevage compte aujourd'hui un cheptel de 155 vaches laitières. Pour cela l'e GAEC met en place 130 ha de maïs fourrage pour l'alimentation de ces bovins. La structure possède aujourd'hui un volume de 45 000 m³ qui est insuffisant pour satisfaire les besoins en eau des cultures. L'accès à un volume avoisinant les 90 000 m³ permettrait d'assurer le fourrage des animaux et en parallèle maintenir la diversité culturelle présente sur l'exploitation. De cette façon l'apport d'eau aux stades sensibles de la croissance de la plante permettrait une réduction de la surface de maïs. Au-delà de la hausse de rendement de maïs fourrage, l'apport d'eau apporte une meilleure qualité au fourrage et permet de réduire fortement l'achat extérieur d'aliments.

L'idéale pour le GAEC Les décideurs serait d'accéder à un volume de 95 000 m³ qui couvrirait les besoins en fourrage et permettrait également de maintenir une diversité culturelle sur l'exploitation (légume de plein champs, chanvre...)

Le remplissage de la retenue se actuellement par la collecte des eaux gravitaire du bassin versant. Dans le cadre de l'agrandissement se système serait maintenue néanmoins un point de pompage dans le Petit Lay sera mis en place afin d'assurer le remplissage les années les plus difficiles.

2.3 Situation géographique



GAEC Les Décideurs
12 Bis Les Fournils
85110 St Germain de Princay

2.4 Contexte réglementaire

Sage Bassin du Lay	Le SAGE du Lay se situe en ZRE. Le SDAGE voté en comité de bassin fin 2015, définit le cadrage des nouveaux prélèvements hivernaux. Le sous-bassin du Lay montre des possibilités de création de stockage avec remplissage hivernal.
3.3.1.0. Assèchement « mise en eau », imperméabilisation, remblais de zone humide ou de marais	Non Concerné. Le projet présenté ne se superpose pas à une zone humide.
3.2.3.0. Plans d'eau, permanents ou non 2° Dont la superficie est supérieure à 0,1 ha mais inférieure à 3 ha Les modalités de vidange de ces plans d'eau sont définies dans le cadre des actes délivrés au titre de la présente rubrique.	La surface du projet représente un miroir d'eau inférieur à 3 ha. Procédure soumise à déclaration
3.1.2.0 Installations, ouvrages, travaux ou activités conduisant à modifier le profil en long ou le profil en travers du lit mineur d'un cours d'eau, à l'exclusion de ceux visés à la rubrique 3.1.4.0, ou conduisant à la dérivation d'un cours d'eau : 1° Sur une longueur de cours d'eau supérieure ou égale à 100 m (A) 2° Sur une longueur de cours d'eau inférieure à 100 m (D) Le lit mineur d'un cours d'eau est l'espace recouvert par les eaux coulant à pleins bords avant débordement.	Un fossé de 3 à 4 m sera créé pour l'installation de pompage sur cours d'eau, afin de ne pas faire obstacle à l'écoulement. Procédure soumise à déclaration
1.3.1.0 A l'exception des prélèvements faisant l'objet d'une convention avec l'attributaire du débit affecté prévu par l'article L. 214-9, ouvrages, installations, travaux permettant un prélèvement total d'eau dans une zone où des mesures permanentes de répartition quantitative instituées, notamment au titre de l'article L. 211-2, ont prévu l'abaissement des seuils : 1° Capacité supérieure ou égale à 8 m³/h (A) 2° Dans les autres cas	Le projet se situe en Zone de Répartition des Eaux Le projet est inclus dans l'attribution des volumes de l'OUGC en place. Dans ce cas l'attributaire du volume est l'Etablissement Public du Marais Poitevin. Une demande annuelle sera faite pour le renouvellement du volume.

Au regard des points ci-dessus, le dossier devrait être soumis à déclaration au titre du code de l'environnement.

D'après le code de l'urbanisme, le projet sera soumis à déclaration préalable de travaux.

2.5 Caractéristiques du projet

Parcelle du futur projet :

0013, 0009 section VA

L'emprise sera en propriété du pétitionnaire.

L'emplacement du projet est raisonné en fonction de son positionnement vis-à-vis du parcellaire agricole de l'exploitation, de ses caractéristiques topologiques ainsi que la disponibilité des matériaux, le tout en cohérence avec le Schéma de cohérence territorial en tenant compte de l'ensemble des aspects environnementaux.

Site :



2.6 Approche économique

L'étude économique n'est qu'une approche, n'ayant pas d'autre objectif que celui d'indiquer un ordre de grandeur des coûts d'investissement et le coût de fonctionnement. Lorsque les entreprises et ERDF auront fini les devis réels, la valeur finale sera plus précise.

D'autre part le projet génère des charges de structure. La charge sera existante même les années plus humides ou l'irrigation ne sera pas ou peu nécessaire. Seul le poste électricité sera en charge opérationnelle.

Le but du projet est d'assurer l'autonomie fourragère et protéique de l'exploitation qui aujourd'hui représente une charge importante pour l'exploitation. De plus l'accès supplémentaire à l'eau permettra de maintenir les cultures de vente et spécialisées à plus forte valeurs ajoutée.

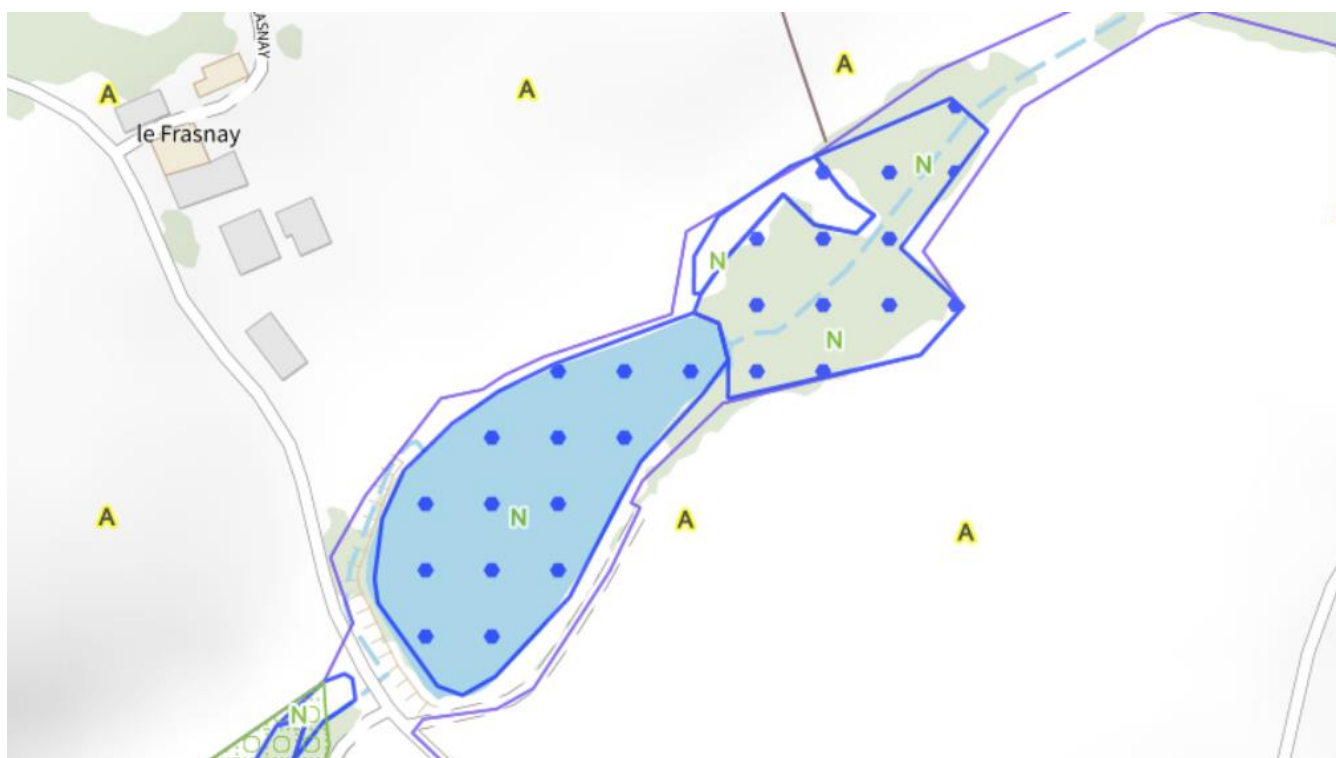
2.7 Urbanisme

Une déclaration préalable ou un permis d'aménager sera à réaliser au titre du Code de l'urbanisme. Les études techniques permettront de déterminer précisément la superficie du projet en fonction du volume visé et donc de la procédure à appliquer. S'il s'avère que la surface sera inférieure à 2 ha, une déclaration préalable sera déposée. Si la surface sera définie à plus de 2 ha, un permis d'aménager sera déposé.

Les sites visés par l'exploitant se situent en zone A autorisant ce type de travaux à vocation agricole.

Site :

Extrait du PLUi Sud Vendée Littoral :



Extrait du règlement :

REGLES APPLICABLES A LA ZONE A

SECTION 1 : DESTINATIONS DES CONSTRUCTIONS, USAGES DES SOLS ET TYPES D'ACTIVITES

A - ARTICLE 1 USAGES ET AFFECTATIONS DES SOLS, CONSTRUCTIONS ET ACTIVITES INTERDITES

A – 1.1 Destinations et sous-destinations des constructions

Dans l'ensemble de la zone A, sont interdites toutes les destinations et sous-destinations qui ne sont pas mentionnées à l'article 2.1 ci-dessous.

A – 1.2 Usages et affectations des sols et types d'activités

Dans l'ensemble de la zone A, sont interdits les types d'activités qui ne sont pas mentionnés à l'article 2.2 ci-dessous.

Sont également interdits, les affouillements et exhaussements du sol à l'exception de ceux directement liés ou nécessaires à une destination, sous-destination ou type d'activités autorisé dans le secteur, à des équipements d'infrastructure ou de réseaux, ou à la prévention des nuisances sonores, sous réserve qu'ils soient compatibles avec l'environnement (notamment plans d'eaux directement liés à l'irrigation agricole).

Le PLUi du pays de Chantonay autorise les travaux d'affouillements et d'exhaussements à partir du moment où ils sont à destinations agricoles. Sur l'extrait de plan l'étang existant est considéré comme zone humide, **or une surface en eau n'est pas une zone humide**

3 Contexte environnemental

3.1 Contexte et calcul de la ressource en eau.

La commune de Chantonay est située dans le bassin versant du Lay classé en ZRE, pour le projet présenté.

L'alimentation par interception des eaux de surface devra respecter les dispositions concernées dans le chapitre 7 du SDAGE Loire Bretagne.

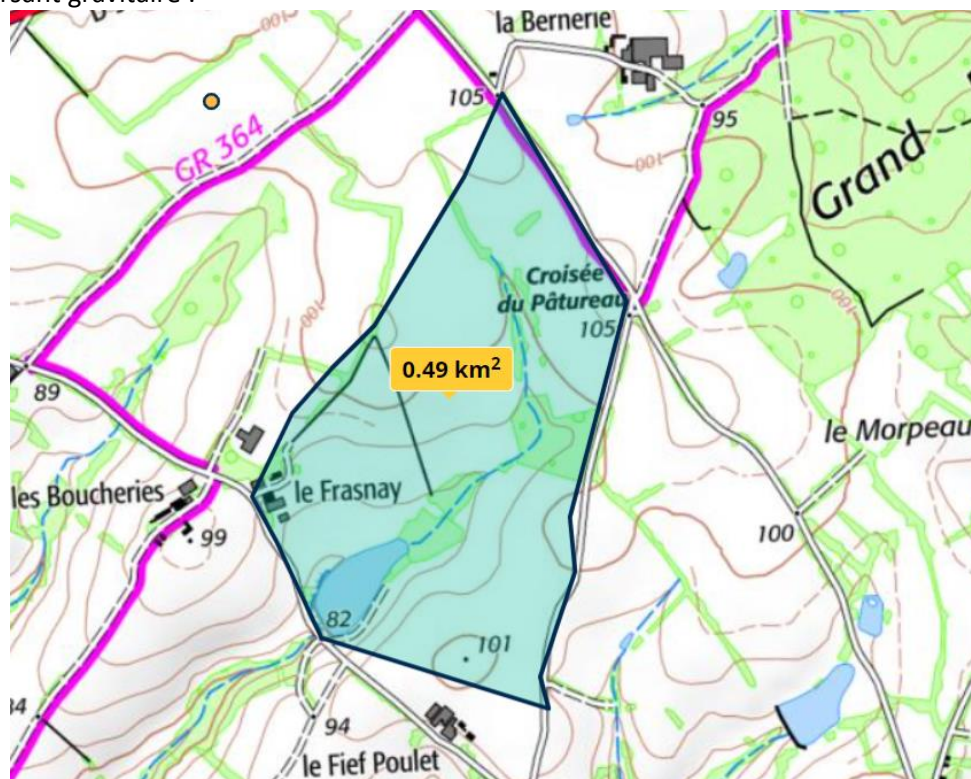
Source station météo France à la Roche sur Yon

	janv	fev	Mars	avr	Mai	Juin	juil	Août	Sept	oct	nov	dec	Total
Cumul moyen Précipitation	96.8	70.9	65	70.7	58.2	42.6	51.2	44.5	70.6	104.1	108.6	97.5	880.7

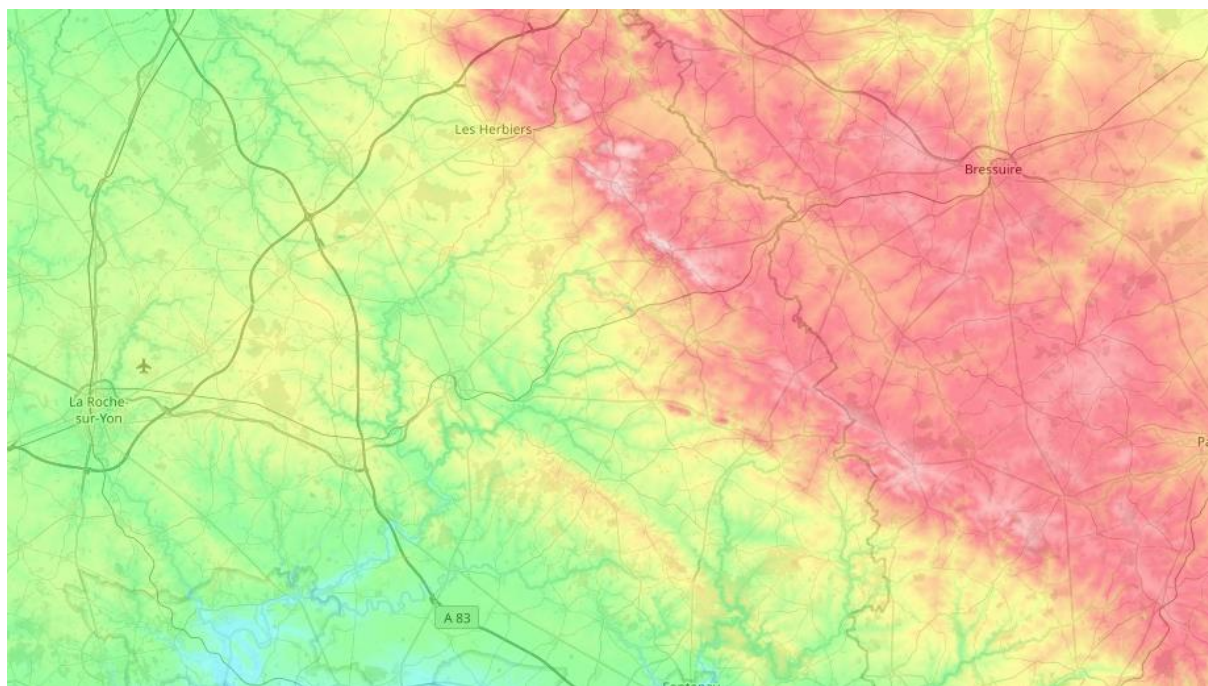
Le remplissage de la retenue se fera en gravitaire avec un complément par pompage dans le Petit Lay.

Le projet étant situé en ZRE, le pétitionnaire devra faire une demande de volume annuel à l'Etablissement Public du Marais Poitevin (EPMP), qui est l'Organisme Unique de Gestion des Eaux (OUGC) sur le territoire

Bassin versant gravitaire :



Bassin versant au point de pompage :



Le bassin versant au second point de pompage est de 280 km²

GAEC Les Décideurs
12 Bis Les Fournils
85110 St Germain de Princay

3.1.1 Modalité de remplissage de la réserve et de l'utilisation

Après consultation de l'organisme de gestion du volume est disponible sur le bassin du Lay

Période de prélèvement et déconnexion :

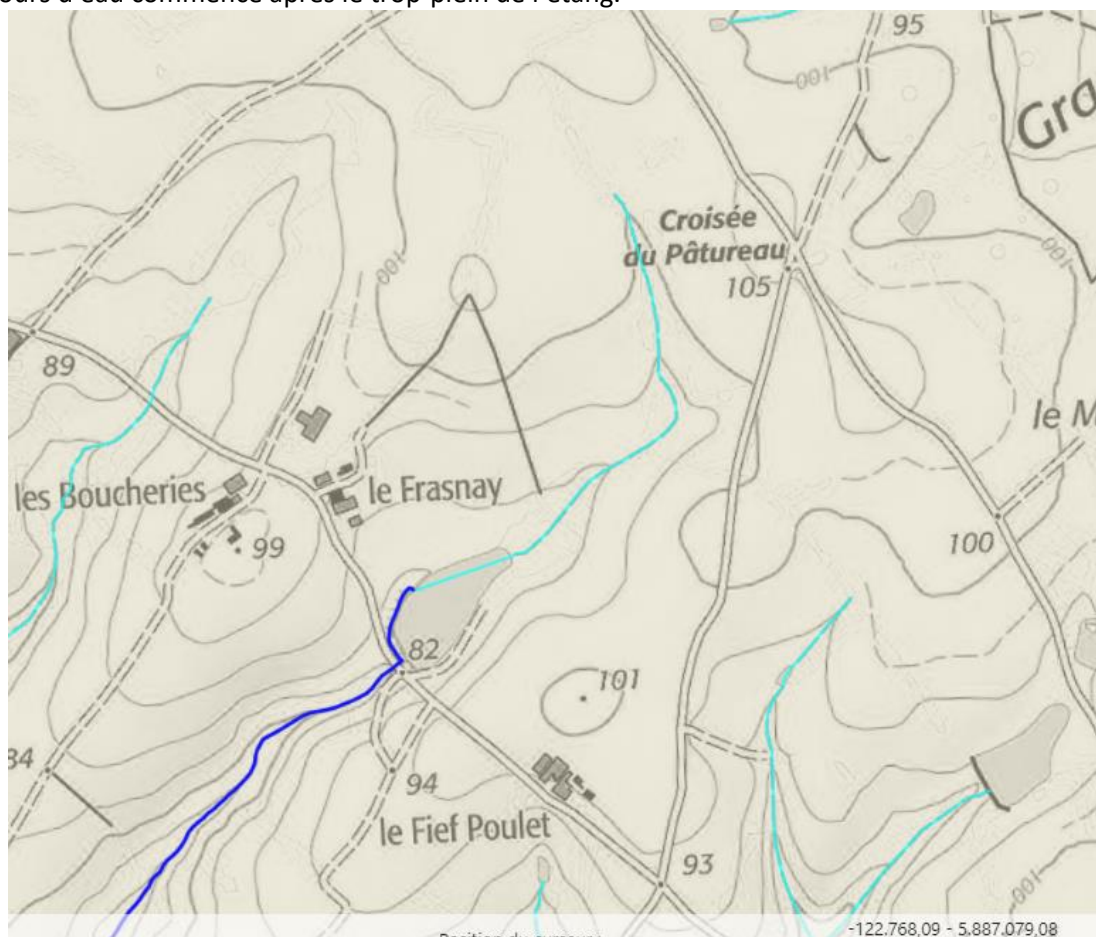
Afin de répondre à la réglementation loi sur l'eau et aux dispositions du SDAGE et du SAGE, le pétitionnaire procédera au remplissage de la retenue sur la période dite hivernale, du 1er novembre au 31 Mars. En dehors de cette période, les eaux de ruissellement seront déviées vers un fossé de contournement permettant la déconnexion de la retenue et le milieu. Le pompage sera stoppé une fois la période de remplissage terminée.

Sachant que le remplissage se fera via un prélèvement en cours d'eau il sera nécessaire de prendre en compte les jours TSAR. Le remplissage s'étalera donc sur durer d'environ 30j.

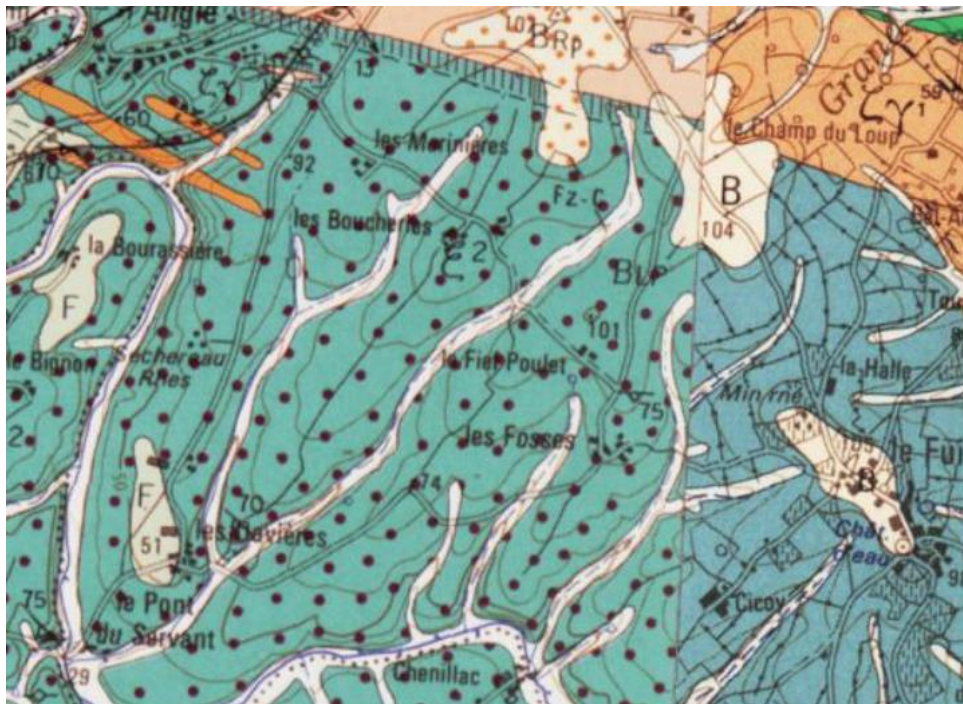
L'ouvrage sera équipé d'échelle limnimétrique et de compteur afin de s'assurer du volume stocké durant le remplissage de l'étang.

Cours d'eau police de l'eau.

Le cours d'eau commence après le trop-plein de l'étang.



3.2 Situation géologique

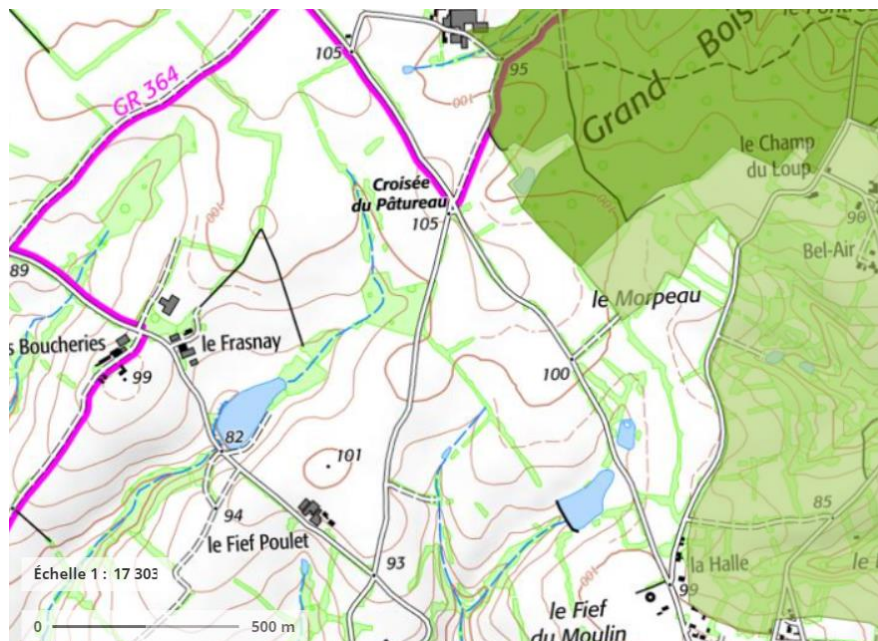


Numéro carte	Nom de la carte	Notation	Description
562	LA ROCHE SUR YON	ξ_2	"Schistes et micaschistes albitiques (f

Une étude technique sera réalisée afin de connaître précisément la nature du sous sol.

3.3 Les secteurs d'intérêts écologique

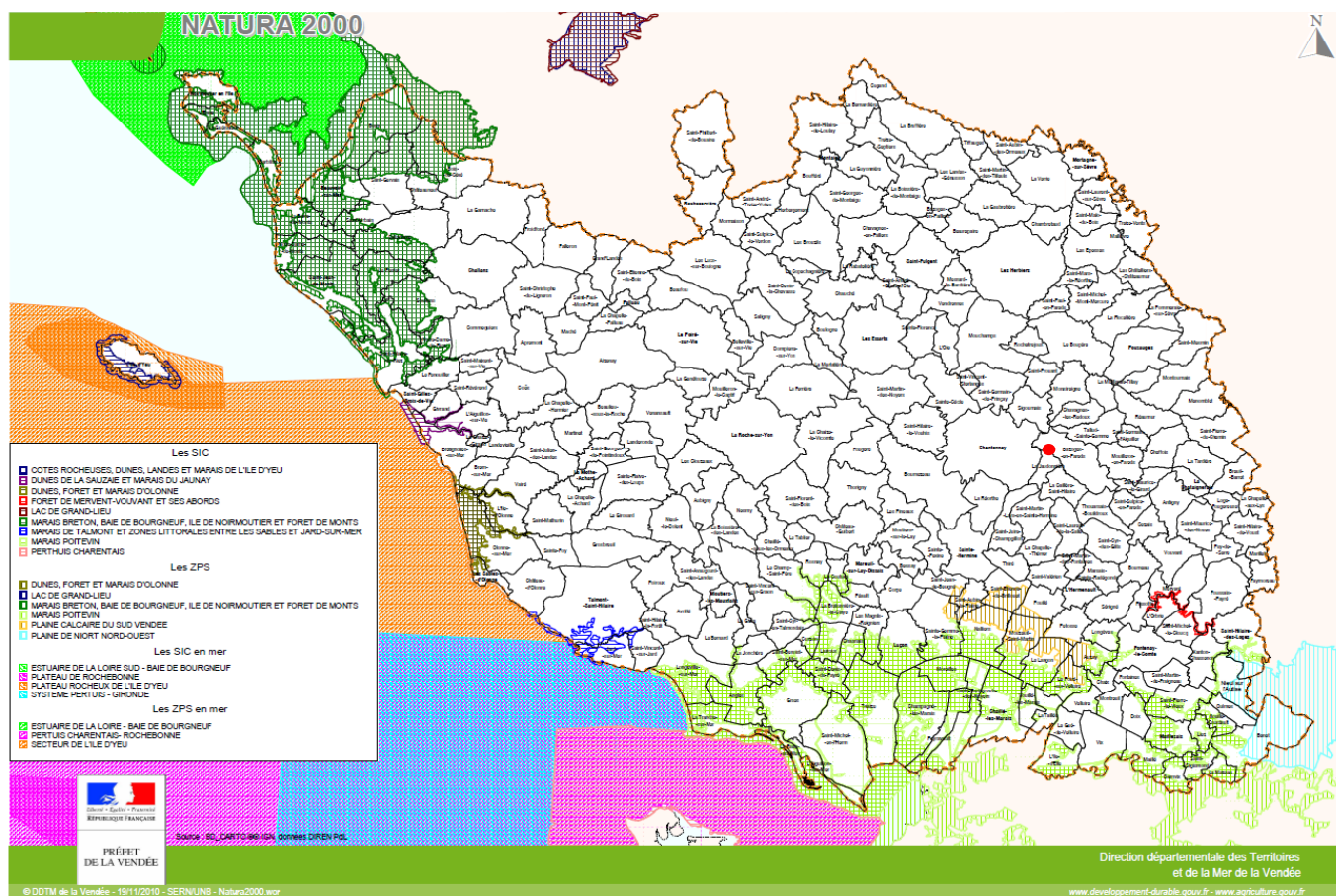
3.3.1 Les ZNIEFF



Le projet se trouve à 1 km d'une ZNIEFF de type 1
ZNIEFF DE TYPE 1 Identifiant : **520012250** Nom : **GRAND BOIS DU PALLY**

GAEC Les Décideurs
12 Bis Les Fournils
85110 St Germain de Princay

3.3.2 Natura 2000



Le projet se situe à plus de 15 km de la zone Natura 2000 la plus proche. **FR 5400446 Marais Poitevin**

Caractéristiques du site :

Vaste complexe littoral et sublittoral sur alluvions fluvio-marines quaternaires et tourbes s'étendant sur 2 régions administratives et 3 départements. Ensemble autrefois continu mais aujourd'hui morcelé par l'extension de l'agriculture intensive en 3 secteurs et compartiments écologiques principaux :

- une façade littorale centrée autour des vasières tidales et prés salés de la Baie de l'Aiguillon, remplacées vers le nord par des flèches sableuses (Pointe d'Arcay) ou des cordons dunaires (Pointe de l'Aiguillon) et au sud par les falaises calcaires ;
- une zone centrale, caractérisée par ses surfaces importantes de prairies naturelles humides saumâtres à oligo-saumâtres, inondables ("marais mouillés") ou non ("marais desséchés") parcourues par un important réseau hydraulique ;
- une zone "interne" (la "Venise verte") sous l'influence exclusive de l'eau douce et rassemblant divers milieux dulcicoles continentaux : forêt alluviale et bocage à Aulne et Frêne, fossés à eaux dormantes, bras morts, plus localement, bas-marais et tourbières alcalines.

Des affleurements calcaires existent également en périphérie du site et sous forme "d'îles" au milieu des marais. Malgré les hiatus spatiaux séparant désormais ces 3 secteurs, ceux-ci restent liés sur le plan fonctionnel, plus ou moins étroitement selon les groupes systématiques concernés (Ex: liaisons entre les vasières littorales servant de zones de repos et les prairies saumâtres utilisées comme zones de gagnage)

Se rajoutent les vallées des cours d'eau alimentant le marais : vallées du Lay, de la Vendée, de l'Autize, de la Guirande, de la Courance, du Mignon et du Curé.

GAEC Les Décideurs
12 Bis Les Fournils
85110 St Germain de Princay

Nota : les vallées de la Guirande, de la Courance et du Mignon ont été rajoutées lors de l'extension du site en décembre 2003.

Vulnérabilité :

Le Marais Poitevin est soumis depuis les trois dernières décennies à des facteurs négatifs ayant entraîné des altérations majeures de son fonctionnement et un appauvrissement de sa valeur biologique :

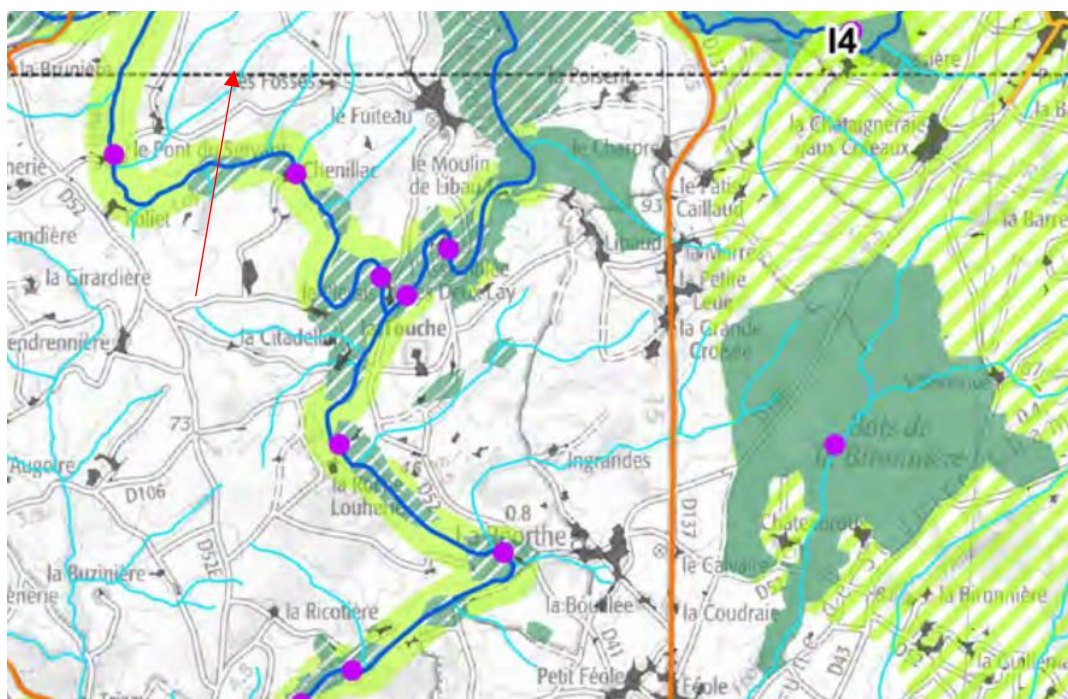
- mutation des pratiques agricoles : transformation des prairies naturelles humides en cultures céréalières intensives (plus de 50% des prairies reconverties entre 1970 et 1990) ;
- modifications du régime hydraulique : remodelage des réseaux et multiplication des ouvrages hydrauliques visant à accélérer le drainage des parcelles pour libérer toujours plus de surfaces cultivables, baisse générale du niveau des nappes, artificialisation du fonctionnement hydraulique, altération de la qualité des eaux (intrants d'origine agricole favorisant l'eutrophisation des eaux) etc ;
- multiplication des infrastructures linéaires (routes, transports d'énergie) et du bâti entraînant une fragmentation des espaces naturels qui nuit à leur fonctionnalité etc .

Qualité et importance :

Une des zones humides majeures de la façade atlantique française satisfaisant à plusieurs critères définis par la convention de RAMSAR relative aux zones humides d'importance internationale (R3A : présence simultanée de plus de 20000 oiseaux d'eau ; R3C : plus de 1% de la population de plusieurs espèces en périodes de reproduction, migration ou hivernage) :

- premier site français pour la migration prénuptiale de la Barge à queue noire et du Courlis corlieu ;
- site d'importance internationale pour l'hivernage des Anatidés et des limicoles (l'un des principaux sites en France pour le Tardorne de Belon et l'Avocette élégante) ;
- site important en France pour la nidification des Ardéidés, de la Guifette noire (10% de la population française), de la Gorgebleue à miroir blanc de Nantes (*Luscinia svecica namnetum*), du Vanneau huppé et de la Barge à queue noire (15-20%) ;
- site important pour la migration de la Spatule blanche

3.3.3 Schéma de cohérence écologique des Pays de la Loire



Les corridors écologiques assurent des connexions entre des réservoirs de biodiversité, offrant aux espèces des conditions favorables à leur déplacement et à l'accomplissement de leur cycle de vie. Les corridors écologiques comprennent les espaces naturels ou semi-naturels ainsi que les formations végétales linéaires ou ponctuelles permettant de relier les réservoirs de biodiversité, et les couvertures végétales permanentes le long des cours d'eau.

Certains réservoirs de biodiversité peuvent faire partie de la Trame verte et bleu sans savoir de vocation à être reliés entre eux lorsqu'il aura été démontré la pertinence de l'isolement naturel de ces espaces pour la conservation de la biodiversité compte tenu du fonctionnement des écosystèmes, pour limiter la dispersion d'espèces, notamment d'espèces exotiques envahissantes ou pour limiter la propagation de maladies animales et végétales.

Les corridors écologiques peuvent prendre plusieurs formes et n'impliquent pas nécessairement une continuité physique ou des espèces contigus.

On distingue ainsi trois types de corridors écologiques :

Les corridors linéaires (haies, chemins et bords de chemins, ripisylves, bandes enherbées le long des cours d'eau...)

Les corridors discontinus (ponctuation d'espaces-relais ou d'îlots-refuges, mares permanentes ou temporaires, bosquets...)

Les corridors paysagers (mosaïque de structures paysagères variées).

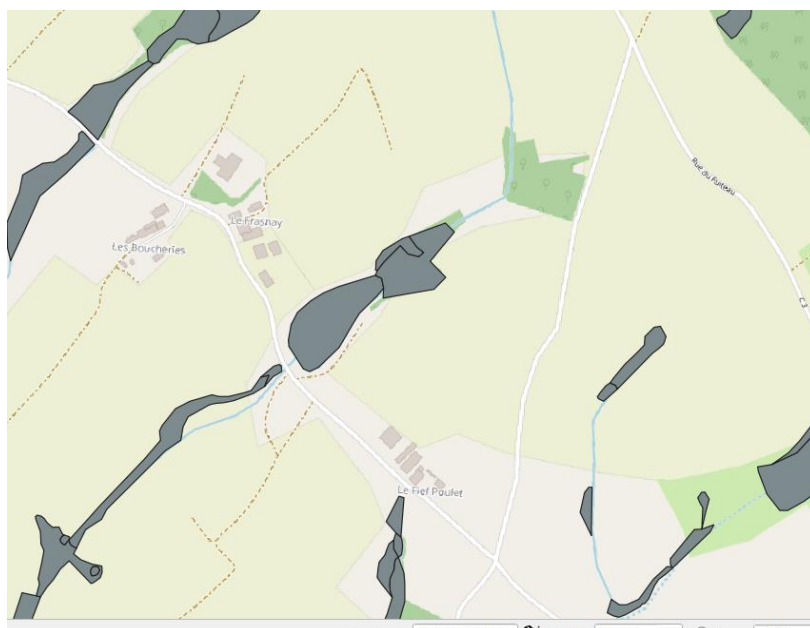
Le projet ne s'inscrit pas dans aucun corridor écologique.

La création ne fera pas obstacle à la continuité des corridors et cours d'eau à proximité.

L'ouvrage ne sera pas considéré comme élément de fragmentation, au vu de ses caractéristiques, sur l'ensemble des corridors.

Le projet se superpose à aucun corridor écologique.

3.4 Les zones humide

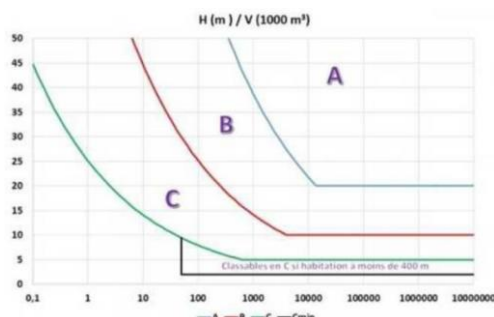


Seule l'emprise de l'étang est classée zone humide, or une surface en eau n'est pas zones humides.

3.5 Environnement proche

3.5.1 Habitation

Le projet de retenue ne sera pas soumis aux classes de barrage. **Le projet veillera à adapter les hauteurs de digues et volume hors sol.**



Les barrages de classe C ont une hauteur d'au moins 5 mètres et retiennent, quand ils sont pleins, un volume d'eau suffisant pour que $K > 20$. Relèvent également de la même classe les barrages des hauteurs supérieures à 2m, qui retiennent aussi plus de 0.05 millions de m³ et pour lequel il existe au moins une habitation à moins de 400 m à l'aval du barrage.

Toutefois, par sécurité, une surveillance approfondie sera faite annuellement. Une surveillance accrue sera faite lors du premier remplissage. Les consignes ainsi que les fiches « COMPTE RENDU DE VISITE DE SURVEILLANCE » seront préparées et jointes au dossier d'incidence.

Celles-ci seront complétées chaque année et disponibles au siège de l'exploitation.

La retenue sera équipée d'organes de sécurité, type surverse répondant à la réglementation en vigueur et d'une vidange de son volume hors sol.

3.5.2 Périmètre eau potable :

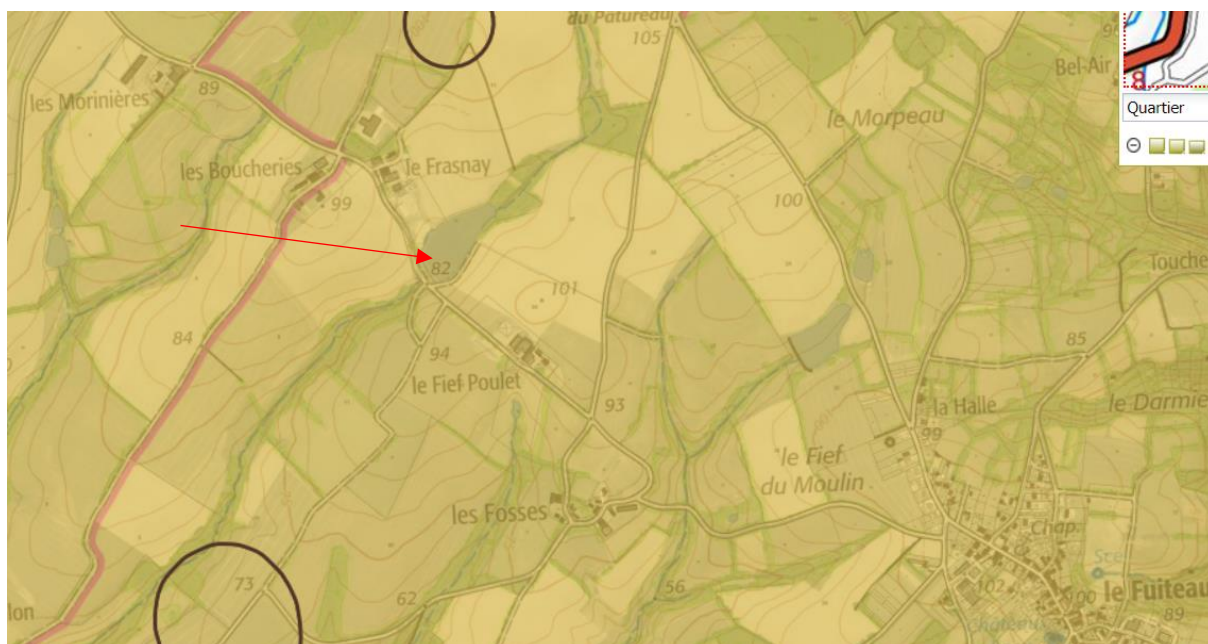
Le projet ne se superpose pas au périmètre pas au périmètre d'AEP le plus proche, le barrage de l'Angle Guignard et se situe à plus de 2000 m du projet.

3.6 Servitudes

Une démarche DICT devra être effectuée avant les travaux par l'entreprise en charge.

Dans l'une des parcelles, une canalisation d'eau est présente. Une DICT sera effectuée pour les sondages.

3.7 Zones de présomption archéologique.



Le projet se superpose à une zone de présomption archéologique avec un seuil à 30 000m². Le projet sera inférieur à 3ha. Une demande à la DRAC sera effectuée.

4 Le SDAGE et le SAGE

Le projet sera compatible aux dispositions du SDAGE Loire Bretagne.

Enfin, le projet tiendra compte également du SAGE en place sur ce secteur, le SAGE du Lay.

Le comité de bassin a adopté le 4 novembre 2015 le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) pour les années 2016 à 2021 et il a émis un avis favorable sur le programme de mesures correspondant. L'arrêté du préfet coordonnateur de bassin en date du 18 novembre approuve le SDAGE et arrête le programme de mesures.

Le programme de mesures identifie les actions nécessaires à mettre en œuvre sur six ans pour satisfaire aux objectifs environnementaux définis par le SDAGE, à savoir l'atteinte du bon état des eaux et la satisfaction des objectifs associés aux zones protégées concernant la baignade et la conchyliculture.

C'est un document élaboré et arrêté par le préfet coordonnateur de bassin, qui associe le comité de bassin et recueille son avis.

Le SDAGE Loire Bretagne définit 15 actions clés visant à la réalisation de ses objectifs environnementaux :

1. Repenser les aménagements de cours d'eau
2. réduire la pollution par les nitrates
3. réduire la pollution organique
4. maîtriser les pollutions par les pesticides
5. maîtriser les pollutions aux substances dangereuses
6. protéger la santé en protégeant l'environnement
7. maîtriser les prélèvements
8. préserver les zones humides et la biodiversité
9. rouvrir les rivières aux poissons migrateurs
10. préserver le littoral
11. préserver les têtes de bassin versant
12. crues et inondations
13. renforcer la cohérence des territoires
14. mettre en œuvre des outils réglementaires et financiers
15. informer, sensibiliser, favoriser les échanges

Par ses caractéristiques et comme le mentionne le contenu de ce dossier, le projet semble à première vue compatible avec l'ensemble des orientations fondamentales et les dispositions du SDAGE LOIRE BRETAGNE, notamment sur les orientations :

Préserver les capacités d'écoulement des crues ainsi que les zones d'expansion des crues et des submersions marines 1B

Repenser les aménagements de cours d'eau 1C 1C-1 = débit minimum dans cours d'eau

Assurer la continuité longitudinale des cours d'eau 1D

Limiter et encadrer la création de plan d'eau 1E 1E-1 à 1E-3 = économie, volume disponible en ZRE voir 7A-2, déconnexion du réseau hydrographique et période de remplissage

Protéger la santé en protégeant la ressource en eau 6D, 6E 6E1 à 6E3 = pollution des eaux, eau potable, gestion des masses d'eau, captage.

Maîtriser les prélèvements d'eau 7A 1,2,6, 7B 1,2,3,4,5, 7C 1,2,3,4 7D 2,4,5,6,7 7E 1 à 4 = débit moyen mensuel, ajustement des volumes (HMUC), autorisation de prélèvement, soutien à l'étiage, rivière réalimentée, gestion du prélèvement, marais poitevin, stockage hivernal, période de prélèvement, interception d'écoulement, restriction prélèvement.

La zone humide 8 A 3 8 B1 = meilleure option environnementale éviter réduire compenser

Restaurer le fonctionnement des circuits de migration 9A

Assurer une gestion équilibrée des espèces patrimoniales inféodées aux milieux aquatiques et de leurs habitats 9B

Règlement du SAGE du Lay :

Article 1 : Répartition des volumes globaux par usage

Article 2 : Consommation départementale, interconnexion et bassin du LAY

REGLES PARTICULIERES POUR ASSURER LA RESTAURATION ET LA PRESERVATION DE LA QUALITE DE L'EAU ET DES MILIEUX AQUATIQUES

Article 3 : Améliorer le traitement du phosphore et de l'azote dans les stations d'épuration

Article 4 : Diminuer les apports phosphorés sur les bassins versants l'alimentation en eau potable

Article 5 : Inondations : lutte contre les vitesses de ruissellement

Article 6 : Ruissellement : règle spécifique concernant la gestion des eaux pluviales

Article 7 : Meilleure gestion des lâchers des barrages en période d'étiage

Article 8 : Volume prélevable pour l'irrigation à partir de la nappe du sud Vendée

Article 9 : Règles pour l'entretien et la conservation du réseau hydraulique du marais

L'étude loi sur l'eau démontrera la compatibilité du projet avec le SDAGE LOIRE-BRETAGNE et le SAGE du LAY

5. Conclusion

Le projet d'agrandissement de plan d'eau devrait être soumis à déclaration suivant le code de l'environnement, au titre de la loi sur l'eau.

Aux vues des premiers éléments, le projet semble respecter l'ensemble des dispositions réglementaires permettant sa mise en œuvre.

Des prospections (végétation+pédologie) seront effectués sur les parcelles projets pour définir précisément la présence de zone humide. L'étude ERC sera détaillée dans le dossier de déclaration loi sur l'eau.

Une étude technique sera effectuée, afin de déterminer la faisabilité du projet en tenant compte des matériaux en places et de la topographie du site. Cette étude déterminera aussi le dimensionnement précis de la retenue et ses caractéristiques.